

REPUBLIQUE FRANCAISE

-----  
Département des Alpes de Haute Provence  
-----

Service Départemental d'Incendie et de Secours

**DELIBERATION N° 2015-50(RAJ)**

Date de convocation : 20 mai 2015

Nombre d'élus en exercice : 22

Présents : 15

Absents : 7

Votants : 15

Réception en Préfecture le :

Délibération certifiée exécutoire le :

Date de l'affichage par extrait de la présente délibération :

**EXTRAIT DU REGISTRE**

**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS**

**DES ALPES DE HAUTE PROVENCE**

L'an deux mille quinze et le 2 juin le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours s'est réuni au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Claude FIAERT.

**Etaient présents :**

Mesdames Delphine BAGARRY, Sophie BALASSE, Stéphanie COLOMBERO, Geneviève PRIMITERRA, Alberte VALLEE, Sophie VAGINAY-RICOUT.

Messieurs Patrick BOUVET (représentant Monsieur ARNAUD), Bernard DIGUET, Robert GAY (représentant Madame REYNAUD), Jacques LARTIGUE, Patrick MARTELLINI, Roger MASSE, Pierre POURCIN, Serge SARDELLA.

**Etaient excusés :**

Mesdames Emmanuelle FONTAINE-DOMEIZEL (représentée par Madame PRIMITERRA), Nathalie PONCE-GASSIER, Brigitte REYNAUD (représenté par Monsieur GAY).

Messieurs Jean ARNAUD (représenté par Monsieur BOUVET), Roland AUBERT, Khaled BENFERHAT, André LAURENS, Christian LOGIER, Serge PRATO, Gilbert SAUVAN.

Madame COLOMBERO a été désignée secrétaire de séance par le Président.

**Objet : Autorisation du Conseil d'Administration au Président pour déposer plainte au nom du SDIS avec constitution de partie civile**

**Le Président expose :**

En application de l'article L 1424-30 du Code général des collectivités territoriales, le Président du Conseil d'Administration représente l'établissement public en justice.

Dans le cadre des délégations qui peuvent lui être accordées par le CASDIS il vous est proposé de l'autoriser à déposer plainte au nom du SDIS, avec constitution de partie civile, lorsque l'établissement public est lésé par l'action d'un tiers.

Cette délégation est effective pour toute la durée du mandat et un compte rendu des actions menées dans le cadre de cette délégation sera présenté au Conseil d'Administration lors de la plus proche réunion suivant la procédure engagée.

Après en avoir délibéré les membres du Conseil d'Administration ont adopté ce rapport à l'unanimité, le jour, mois, an que ci-dessus.

Le Président du CASDIS

  
Claude FIAERT

